

Sujet : Le financement du nucléaire et la Déclaration d'Anvers

De : Géopolitique de l'Electricité <geopolitique.electricite@gmail.com@ionos-787a80120.sendserver.email>

Date : 05/04/2024, 12:17

Pour : jlbutre@gmail.com

[Voir dans un navigateur](#)



Communiqué de « Géopolitique de l'Electricité »- 5 avril 2024

**Le financement du nucléaire et la Déclaration d'Anvers
Les graves inquiétudes de l'industrie européenne sur l'énergie**

« Le coût des réacteurs [construits dans les pays qui ont connu de longues années sans chantiers nucléaires] n'est pas seulement du à la construction des réacteurs eux-mêmes mais aussi à la reconstitution de capacités industrielles perdues »

Ainsi conclut un Rapport de l'OCDE[1] qui précise que les coûts de construction des réacteurs « tête de série » dans les pays n'ayant pas connu de pause nucléaire (Corée du Sud, Russie, Chine) sont trois à quatre fois plus bas que dans les pays en ayant connu (Etats-Unis et France). Ceci à sûreté nucléaire égale comme le constate l'IRSN[2]. Les coûts de « reconstitution de capacités industrielles perdues » sont considérables en France où la pause nucléaire a coïncidé avec une forte désindustrialisation.

Les coûts annoncés pour les six premiers EPR2 ne comprennent pas seulement le coût de construction proprement dit, à la charge d'EDF. Ils comprennent aussi le coût de la « reconstitution des capacités industrielles perdues » de milliers

d'entreprises nécessaires à un projet nucléaire, à imputer à l'Etat car cela relève d'une politique publique de réindustrialisation. En fait on constate que c'est l'ensemble du secteur énergétique européen qui doit largement réinvestir avec l'aide des Etats.

La Déclaration d'Anvers: les graves soucis de l'industrie.

Par la « Déclaration d'Anvers » rédigée en présence de la Présidente de la Commission Européenne[3] les industriels européens font part de leurs grandes inquiétudes :

« Les coûts de l'énergie en Europe sont tout simplement trop élevés pour être compétitifs ».

Parmi les signataires, on trouve aussi bien des entreprises allemandes (Siemens Energie, BASF...), que des françaises (Total, EDF, l'Oréal...) mais aussi de l'ensemble du Vieux Continent. C'est toute l'industrie européenne qui lance un cri d'alarme. La Déclaration d'Anvers proclame la nécessité « d'un financement public solide...pour réduire les risques liés aux investissements privés dans les technologies propres...avec un cadre simplifié en matière d'aide d'Etat ... en priorité pour les nouveaux projets d'énergie renouvelable et nucléaire ». En France ces préconisations permettraient des aides d'Etat « dans un cadre simplifié » pour que l'ensemble de l'industrie nucléaire, composée de multiples entreprises, « retrouve ses capacités industriels perdues ». Ensuite, le coût du nucléaire serait considérablement plus bas.

La Lettre « Géopolitique de l'Electricité » est signataire de la Déclaration d'Anvers.

Lionel Taccoen Directeur de la Lettre " Géopolitique de l'Electricité"
<https://www.geopolitique-electricite.fr> (inscription et désinscription à nos envois)

[1] OECD (IEA-NEA)-"Projected costs of generating electricity" 2020-§8.3 pp.151 et suivantes

[2] IRSN-"Les alternatives au réacteur EPR2"-Réponse à la saisine de la CNDP du 12/7/2022

[3] Le 20 février 2024 Cf. <https://antwerp-declaration.eu>

Géopolitique de l'Electricité 2 Avenue de la Tranquillité Versailles 78000
Directeur Lionel Taccoen

[Se désabonner de la newsletter](#)